



Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad (PADLFIT)

RAPPORT TRIMESTRIEL D'ACTIVITES



Janvier-Mars 2022

Informations sur le Programme		
Titre du projet	Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad	
Numéro Atlas	00101015	
Priorités nationales (Vision 2030, PND 2017 - 2021) :	Axe III : Le développement d'une économie robuste et compétitive	
Effet(s) de l'UNDAF 2017-2021 :	Effet 7 : D'ici à fin 2021, l'Etat met en œuvre une politique nationale de développement impulsant une croissance inclusive engendrant la création d'emplois et d'opportunités notamment en faveur des jeunes et des femmes y compris les réfugiés.	
Plan Stratégique du PNUD 2018-2021	Progrès tangible 1 attendu : L'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions et le maintien des populations hors de la pauvreté ; Progrès tangible 2 attendu : L'accélération des transformations structurelles propices au développement durable, en particulier grâce à la mise en œuvre de solutions innovantes ayant des effets multiplicateurs positifs sur la réalisation de l'ensemble des objectifs de développement durable.	
Produit(s) et résultat(s) institutionnel(s) CPD 2017-2021	Produit 1.2: Des chaînes de valeurs durables sont développées et créent des emplois Produit 1.3: Les institutions nationales et décentralisées sont capables de créer de meilleures conditions de vie et des emplois Produit 4.3 : Les capacités des administrations publiques aux niveaux national et décentralisé permettent de fournir des services améliorés de base et de répondre aux priorités des communautés	
Pays	Tchad	
Région	RBA	
Date de signature du document de projet	01 mars 2018	
Dates du projet	Démarrage	Fin prévue
	01 janvier 2018	31 décembre 2023
Budget du projet	424 000 0000 USD	
Décaissement total au 31 mars 2022	13 962 668 USD	
Source de financement	PNUD, BADEA	
Agence d'exécution	PNUD	

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	3
SIGLES ET ABREVIATIONS	4
INTRODUCTION	5
RESUME ANALYTIQUE	6
I SITUATION FINANCIERE	7
I ANALYSE DE LA MISE EN ŒUVRE	7
COMPOSANTE 1 : PROMOTION DU DEVELOPPEMENT LOCAL	7
COMPOSANTE 2 : DEVELOPPEMENT DES FILIERES AGRO-SYLVO-PASTORALES ET HALIEUTIQUES	8
COMPOSANTE 3 : PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIERE ET SOCIALE DES POPULATIONS	8
COMPOSANTE 4 : GESTION, SUIVI	9
II SUIVI DES ACTIVITES DU PTA 2022	10
III SUIVI DES RISQUES	14
IV APPRENTISSAGE ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS	15
DE LA COMPLEXITE DE LA MISE EN ŒUVRE DES CREDITS AU PROFITS DES GROUPES PRODUCTIFS	15
LA NECESSITE D'ADAPTER CONSTAMMENT LES INFRASTRUCTURES AUX BESOINS DES POPULATIONS	15
V DIFFICULTES RENCONTREES	15
VI LES DEFIS	15
VII PERSPECTIVES DU 2^{EME} TRIMESTRE 2022	21
VIII CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	21
IX REFERENCES	22

Sigles et abréviations

APEMF-T :	Association Professionnelle des Etablissements de Microfinance au Tchad
BADEA :	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
CLA :	Comité Local d'Action
CMSF :	Centre Multifonctionnel de Services Financiers
CPD :	Country Programme Document
DIM :	Direct Implementation Modality
EMF :	Etablissement de Microfinance
FASEC :	Fonds Alternatif de Soutien à l'Entrepreneuriat et au Commerce
FRG :	Fonds de Refinancement et de Garantie
ITB :	Invitation to Bid
MEPDCI :	Ministère de l'Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale
MFPM	Ministère de la Formation Professionnelle et des Métiers
PADLFIT :	Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad
PND :	Plan National de Développement
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
PSF :	Prestataire de Services financiers
PST :	Prestataire de Services Techniques
PTA :	Plan de Travail Annuel
UCEC-MK:	Union des Clubs d'Epagne et de Crédit du Mayo-Kebbi
UGP :	Unité de Gestion du Programme
UNDAF :	United Nations Development Action Framework

Introduction

Le Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad (PADLFIT) est un programme ambitieux qui a été formulé dans le cadre du PND 2017-2021. Il a pour objectif de contribuer à la lutte contre la pauvreté et à l'insertion socioéconomique des populations à travers le développement local, le développement des chaînes de valeur agro-sylvo-pastorales et halieutiques créatrices d'emplois et l'inclusion financière des populations les plus vulnérables.

Le PTA 2022 vise la finalisation des activités prévues dans la Tandjilé en couvrant les domaines du développement local, du développement des chaînes de valeurs, de la finance inclusive, de la création d'emplois pour les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables dans le but d'améliorer de manière substantielle les conditions de vie des populations. Les cibles visées par ce plan sont définies comme suit :

Composante 1 : Promotion du développement local

- 348 hectares aménagés ;
- 42 kits énergétiques solaires de 5KW installés ;
- 50 kits d'équipements structurants mis en place pour la valorisation des produits agro-sylvo pastoraux et halieutiques ;
- 2 marchés ruraux construits ;
- 6 centres culturels comportant des cyber-cafés, des salles d'exposition, des salles multimédia, des salles de conférence, des terrains de sports, d'espace théâtrale ;
- 10 systèmes d'eau (stations hydrauliques) ;

Composante 2 : Développement des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques

- 1 plan opérationnel pour le développement des filières dans la Tandjilé ;
- Au moins 2 filières porteuses valorisées dans la Tandjilé ;
- 1 centre des métiers opérationnel ;

Composante 3 : Promotion de l'inclusion financière et sociale des populations

- 7 guichets et/ou centres multifonctionnels de services financiers opérationnels ;
- 500 groupes productifs formés en éducation entrepreneuriale et financière et financés ;
- 15 000 ménages sensibilisés en éducation entrepreneuriale et financière ;
- Le FRG opérationnel.

Ce rapport présente l'état de mise en œuvre de ces activités au 31 mars 2022.

Résumé analytique

Le premier trimestre 2022 a été marqué par l'organisation de la retraite de travail qui a réuni les différentes parties prenantes autour de l'UGP. Cette retraite, demandée par le président du comité de pilotage, a permis de définir une feuille de route dans le cadre de la redynamisation du programme conformément aux recommandations de l'évaluation de mi-parcours.

Sur le terrain, la formation de 34 formateurs et de 497 représentants de groupes productifs de la Tandjilé en éducation entrepreneuriale et financière constitue la principale activité réalisée. Le processus de mise en place des crédits revolving (à hauteur de XAF 1 milliard) au profit des groupes productifs a également été lancé à l'occasion d'une cérémonie officielle à Laiï, présidée par madame le ministre de la Formation Professionnelle et des Métiers en charge de la microfinance, en présence du Représentant Résident du PNUD le 26 février 2022. Ces deux activités de la troisième composante (inclusion financière et sociale des populations) sont réalisées par le ministère de la formation professionnelle dans le cadre d'une lettre d'accord (LOA) signée le 30 novembre 2021.

Dans le cadre du suivi des marchés ruraux construits dans la Tandjilé, deux missions ont été organisées respectivement du 05 au 08 et du 25 au 28 mars 2022. La première mission a permis de constater la défaillance de l'entreprise BATAMA GROUPE en charge des marchés ruraux de Donomanga et de Béré et d'évaluer les travaux de finition à réaliser sur les ouvrages. La deuxième mission a permis de réceptionner définitivement le marché rural de Laiï.

I Situation financière

Le budget prévu pour la mise en œuvre des activités du plan de travail annuel est de USD 12 529 345. Ce budget est basé sur les prévisions de décaissements des deux accords de financement de la BADEA et du fonds de contrepartie de l'Etat.

La première tranche de USD 3,25 millions du deuxième accord, décaissée en août 2021, constitue l'essentiel des ressources disponibles qui ont permis le démarrage des activités de formation et de financement des groupes productifs de la Tandjilé.

Le tableau ci-dessous présente l'état des dépenses et des engagements au 31 mars 2022.

Situation financière au 31 mars 2022

N°	Composante du projet	Budget en USD	Total dépenses en USD	Engagements en USD	Balance au 31 mars 2021	Taux d'utilisation du Budget
1	Promotion du développement local à travers l'amélioration de l'accès aux énergies propres et aux services socio-économiques de base en faveur des Collectivités locales, des Entreprises et des Populations	5 816 531	3 222,50			0,06%
2	Développement des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques et des micro-entreprises créatrices de valeurs et d'emplois	1 935 652	-81,57			-0,004%
3	Promotion de l'inclusion financière et sociale des populations	3 747 162	46 927,24			1,25%
4	Gestion, Communication, visibilité, suivi évaluation et audits	1 030 000	54 220,72	41 261,76	95 482,48	9,3%
TOTAL		12 529 345	104 288,89	41 261,76	145 550,65	1,16%

II Analyse de la mise en œuvre

Deux principales activités relevant de la composante « inclusion financière et sociale des populations » sont en cours d'exécution dans la province de la Tandjilé : l'appui aux innovations financières (finance digitale, finance agricole, micro finance verte, micro-leasing, micro-crédit de l'habitat, micro-assurance...) contribuant à l'inclusion financière des populations (activité 3.1.2) et les formations en éducation entrepreneuriale et financière des ménages (activité 3.1.3). Ces activités sont mises en œuvre dans le cadre de la lettre d'accord signée avec le ministère de la formation professionnel et des métiers (MFPM).

Les activités des autres composantes n'ont pas pu démarrer faute de ressources disponibles. L'unité de gestion a été essentiellement mobilisée sur le suivi des marchés ruraux pour une opérationnalisation effective et sur l'appui aux partenaires d'exécution avec qui le MFPM a signé des accords de financement pour le renforcement des capacités des ménages et la mise en place des crédits.

Composante 1 : Promotion du développement local

Face aux besoins pressants des populations d'opérationnaliser les marchés ruraux construits dans la Tandjilé, deux missions de suivi ont été organisées par l'UGP. La première avait pour objectif d'évaluer les travaux de finition à réaliser sur les chantiers de Donomanga et de Béré. En effet, malgré les facilités accordées à l'entreprise BATAMA GROUP, les réserves émises lors des réceptions provisoires de ces deux marchés n'ont pas été levées. De plus, contre toute attente et malgré sa défaillance constatée sur le terrain, BATAMA GROUP a saisi un avocat pour adresser, par voie d'huissier, une lettre de mise en demeure enjoignant le PNUD de lui payer les derniers décomptes ainsi que les retenues de garantie. A la demande du senior management du PNUD, une réponse à cette lettre a été initiée par l'UGP rappelant toutes les difficultés et les manquements de l'entreprise BATAMA GROUP.

C'est dans ce contexte où la perspective d'une finalisation des travaux par l'entreprise BATAMA était difficilement envisageable, que la direction du PNUD a instruit l'UGP d'organiser une mission pour évaluer les travaux restants et proposer des solutions pour permettre aux populations de valoriser les marchés.

Au regard des observations, des constats, des échanges avec les autorités locales et compte tenu de la défaillance de l'entreprise BATAMA, l'équipe de la mission composée d'un représentant du CNST, d'un représentant du Bureau de contrôle SOTRETE-SETRO, d'un analyste programme du PNUD et de l'expert en suivi-évaluation du PADLFIT, a formulé trois recommandations à l'endroit du PNUD en tant que partenaire d'exécution :

- Confier aux Communes la responsabilité de l'identification des prestataires locaux pour la finalisation des travaux des marchés ruraux de Donomanga et de Béré sous la supervision des mêmes bureaux de contrôle ayant suivi ces deux chantiers en l'occurrence ATELIER ARCHITECTES ASSOCIES (AAA) et SOTRETE-SETRO ;
- Intégrer les services impayés des fournisseurs plaignants dans l'accord avec la Commune de Béré afin qu'ils soient payés ;
- Identifier clairement les défaillances ayant conduit au recrutement des entreprises aux capacités financières et organisationnelles douteuses afin d'en tirer toutes les leçons pour les prochains processus de passation des marchés et, partant, soigner l'image et la crédibilité du PNUD.

Marché rural de Donomanga



La deuxième mission visait la réception définitive des marchés ruraux de Kélo et de Laï qui avaient été réceptionnés provisoirement en février 2021. Le marché rural de Laï a ainsi effectivement été réceptionné définitivement. A Kélo, la mission a constaté que les dégradations apparues pendant la période de garantie et les réserves formulées lors de la

réception provisoire n'ont pas été corrigées. De ce fait, la réception définitive du marché rural de Kélo a été jugé inopportune et reportée à une date ultérieure. Quelques recommandations ont été formulées pour pallier les manquements constatés dans la conception de ces infrastructures :

- La construction des marches d'accès aux étales des hangars ;
- La construction des cloisons de séparation entre les boutiques ;
- La construction des latrines sèches plus adaptées au milieu ;
- Le remblayage de la cour en tenant compte de la côte du terrain naturel.

Composante 2 : Développement des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques

Aucune activité planifiée de cette composante n'a pu être démarrée. Bien que la mise en place du centre provincial des métiers soit prise en charge par le deuxième accord de la BADEA, le premier décaissement a été orienté prioritairement au financement des groupes productifs et à leur formation en éducation entrepreneuriale et financière.

Composante 3 : Promotion de l'inclusion financière et sociale des populations

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités et de financement des groupes productifs de la Tandjilé prévues par le deuxième accord de la BADEA, une lettre d'accord a été signée le 30 novembre 2021 entre le PNUD et le ministère de la formation professionnelle et des métiers (MFPM) en charge de la microfinance. Deux accords de financements ont ensuite été signés entre le MFPM et deux partenaires de mise en œuvre en l'occurrence l'APEMF-T pour le renforcement des capacités et l'UCEC-MK pour la mise en place des crédits au profit des groupes productifs et micro-entrepreneurs identifiés dans la Tandjilé. La mise en œuvre des activités a effectivement démarré en février 2022.

Le renforcement des capacités des groupes productifs a été fait en deux phases. La première phase qui a consisté en la formation d'un pool de formateurs s'est déroulée du 22 au 26 février. Au terme de cette phase, un pool de 38 formateurs dont 6 femmes dotés de compétences essentielles en éducation entrepreneuriale et financière a été mis en place.



Participants à la formation des formateurs

La deuxième phase a consisté à former des représentants des groupes productifs en éducation entrepreneuriale et financière. Le démarrage de cette deuxième activité a été marqué par une cérémonie officielle présidée par la ministre de la formation professionnelle et des métiers le 26 février 2022 en présence du Représentant Résident du PNUD. 497 personnes ont ainsi bénéficié des formations organisées du 1^{er} au 3 mars 2022 dans 15 communes de la Tandjilé.

Cérémonie de lancement officiel des activités de financement des groupes productifs de la Tandjilé



Formations en éducation entrepreneuriale et financière



Composante 4 : Gestion, suivi

Dans le cadre du suivi et de la coordination du programme, une retraite de travail a été organisée du 09 au 11 février à Mara avec pour objectif principal de mener une réflexion approfondie et stratégique sur l'accélération de la mobilisation de ressources et de la mise en œuvre des activités. Au terme des trois jours de travail, une feuille de route a été élaborée pour la redynamisation du programme.

L'unité de gestion a également reçu une mission de suivi de la BADEA. Lors de cette réunion de travail tenue le 15 mars 2022, l'équipe de la mission a attiré l'attention de l'UGP sur la nécessité d'accélérer le décaissement des fonds du premier accord. Cela passe

par la justification de l'utilisation d'au moins 80% des fonds déjà décaissés pour les travaux de génie civil. Cela suppose aussi de lancer les travaux de construction des autres infrastructures prévues dans le précédent plan de décaissement.

Retraite du PADLFIT



III Suivi des activités du PTA 2022

Le tableau ci-dessous présente l'état d'avancement des activités du PTA 2022 au 31 mars 2022.

Etat de réalisation des activités de la composante 1 au 31 mars 2022

Output	Activités	Statut de l'activité	Tâches accomplies au 1 ^{er} trimestre 2022	Résultats de l'année 2022 au 31 mars	Résultats attendus du PTA 2022
1.1 : Les Collectivités locales, les entreprises et les ménages disposent de services énergétiques propres favorisant leur accès aux services socioéconomiques de base (eau, santé, éducation et assainissement)	1.1.2 Aménager, réhabiliter ou irriguer 348 ha de terres agricoles dans la Tandjilé	Non démarré			348 ha de terres agricoles aménagées
	1.1.4 Mettre en place 42 kits de services énergétiques propres de 5KW dans dans la Tandjilé	Non démarré			42 kits énergétiques de 5KW
Output 1.2 : Des infrastructures et équipements structurants (Plateformes Multifonctionnelles et autres) sont fonctionnels avec des modules techniques adaptés et opérationnels	1.2.2 Mettre en place 50 kits d'équipements structurants dans la Tandjilé	Non démarré			50 kits
	1.2.3 Appuyer la gestion et la maintenance des kits d'équipements structurants	Non démarré			
	1.2.4 Construire 2 marchés ruraux	Non démarré			2 marché ruraux construits
	1.2.5 Construire 6 centres culturels	Non démarré			6 centres culturels construits
	1.2.6 Construire 10 stations hydrauliques dans la Tandjilé	Non démarré			10 stations hydrauliques
	1.2.7 Assurer la gestion et la maintenance des marchés ruraux, centres culturels et stations hydrauliques	Non démarré			
Output 1.3 : Les acteurs institutionnels, techniques et opérationnels du développement local sont plus performants et efficients dans leurs missions	1.3.3 Appuyer les cadres de concertation des acteurs (CPA, CDA, CLA)	Non démarré			Les communes et les cadres de concertation des acteurs (CPA, CDA, CLA) sont appuyés
BILAN D'ACTIVITES	9 planifiées				10 résultats attendus

Etats de réalisation des activités de la composante 2 au 31 mars 2021

Output	Activités	Statut de l'activité	Tâches exécutées au 1 ^{er} trimestre 2022	Résultats de l'année 2022 au 31 mars	Résultats attendus du PTA 2022
Output 2.1 : Des coopératives, des associations de développement et des groupements sont organisés, structurés et formés dans le développement des chaînes de valeur à fort potentiel	2.1.1 Réaliser une étude sur les filières, leurs potentialités, contraintes et défis comprenant des plans d'actions filières pour la Tandjilé	Non démarré			Un plan filières élaboré pour la Tandjilé
	2.1.2 Appuyer l'opérationnalisation du plan filières de la Tandjilé				Au moins deux (02) filières valorisées dans la Tandjilé
	2.1.3 Renforcer les capacités des ménages (personnes physiques, associations, groupements) dans les activités des filières à fort potentiel	Non démarré			12 000 ménages de la Tandjilé sont renforcés
Output 2.2 : Des MPME créatrices de valeurs et d'emplois sont opérationnelles et viables	2.2.3 Former les promoteurs et le personnel des MPME structurées	Non démarré			900 MPME renforcées
Output 2.3 : Des centres de métiers et de formation professionnelle basés sur des incubateurs d'entreprises sont durablement fonctionnels	2.3.1 Affiner l'étude technique préalable pour la mise en place du centre provincial de métiers ;	Non démarré			
	2.3.2 Appuyer l'opérationnalisation, le fonctionnement et le suivi du centre provincial de métiers ;	Non démarré			1 centre provincial de métiers opérationnel dans la Tandjilé
	2.3.3 Soutenir l'accompagnement des bénéficiaires des centres provinciaux de métiers.	Non démarré			
BILAN ACTIVITES ET RESULTATS	7 activités planifiées				5 résultats attendus

Etat réalisation des activités de la composante 3 au 31 mars 2022

Output	Activités	Statut	Tâches exécutées au 1 ^{er} trimestre 2022	Résultats de l'année 2022 au 31 mars	Résultats attendus du PTA 2022
Output 3.1 : Le nombre de personnes (particulièrement les femmes et les jeunes) ayant accès aux services financiers s'est accru grâce à l'extension et à la viabilité des EMF et PSF, utilisant des technologies appropriées, au profit des ménages vulnérables	3.1.1 Mettre en place 7 Guichets et/ou CMSF ;				7 guichets et/ou CMSF mis en place dans la Tandjilé
	3.1.2 Appuyer des innovations financières (finance digitale, finance agricole, micro finance verte, micro-leasing, micro-crédit de l'habitat, micro-assurance...) contribuant à l'inclusion financière des populations	En cours	Enregistrement des bénéficiaires par les EMF partenaires de mise en œuvre des crédits		Les producteurs et micro-entrepreneurs ont accès à des crédits adaptés à leurs besoins
	3.1.3 Organiser des sensibilisations et des formations en éducation entrepreneuriale et financière des ménages de la Tandjilé	En cours	Formation des formateurs en éducation entrepreneuriale et financière ; Formations de 497 représentants des groupes productifs en éducation entrepreneuriale et financière	La province de la Tandjilé dispose d'un pool de 38 formateurs en éducation entrepreneuriale et financière 497 groupes productifs ont acquis groupes productifs et professionnels de la Tandjilé ont acquis des compétences en éducation entrepreneuriale et financière pour un développement de leurs activités économiques	Des sensibilisations / formations en éducation entrepreneuriale et financière sont organisées
Output 3.2 : Le volume des crédits octroyés aux populations cibles et l'épargne mobilisée se sont accru grâce à l'opérationnalisation d'un	3.2.2 Soutenir la mise en place l'opérationnalisation, le fonctionnement et le suivi de l'EMF de 3ème catégorie (FRG)				Un EMF de 3ème catégorie est opérationnel

Etablissement de Microfinance de troisième catégorie	3.2.3 Appuyer le financement des EMF, entreprises et PSF en lignes de crédits, capital-risque, micro-leasing et fonds de garantie (FIF, FDL, FASEC);				Les entreprises et PSF sont appuyés en lignes de crédits, capital-risque, micro-leasing et fonds de garantie
Output 3.3 : Les Acteurs institutionnels, techniques et opérationnels de la finance inclusive sont plus performants et efficaces dans leurs missions	3.3.1 Renforcer les capacités des acteurs institutionnels de Promotion, de contrôle et de surveillance des EMF ;				Les capacités des acteurs institutionnels de promotion, de contrôle et de surveillance des EMF sont renforcées.
	3.3.2 Appuyer l'APEMF-T dans sa mission de défense des intérêts de ses membres ;	Non réalisé			L'APEMF-T est appuyée dans sa mission de défense des intérêts de ses membres.
	3.3.3 Renforcer les capacités des PST ;	Non démarré			Les capacités des PST sont renforcées
	3.3.4 Renforcer les cadres de concertation des Acteurs (articulation entre les banques, les EMF, les PSR, les PSF)	Non démarré			Le cadre de concertation des acteurs du secteur financier est renforcé.
BILAN ACTIVITES ET RESULTATS	9 activités planifiées	2 activités en cours			9 résultats attendus

Etat de réalisation des activités de la composante 4 au 31 mars 2022

Output	Activités	Statut	Tâches exécutées au 1^{er} trimestre 2022	Résultats obtenus au 31 mars 2022	Résultats attendus
Output 4 : La gestion, la communication, la visibilité, le suivi-évaluation et les audits du programme sont assurés de manière efficace et efficiente	4.1 Suivi-Évaluation	En cours	Organisation d'une mission de suivi des marchés de Donomanga et de Béré ; Organisation d'une retraite de travail ; Organisation d'une mission de réception définitive des marchés de Laiï et de Kélo ;	Un rapport trimestriel produit ; Un rapport financier et un rapport d'avancement produits pour la BADEA	3 Rapports trimestriels et 1 rapport annuel produits
	4.2 Fonctionnement, communication, visibilité et audit	En cours	Production d'une capsule vidéo de communication sur le programme		

	4.3 Prise en charge du personnel UGP, Mission, Ateliers et Études	En cours			
	4.5 Contribuer aux services communs	En cours			
BILAN ACTIVITES ET RESULTATS	4 activités planifiées	4 activités en cours de réalisation	4 tâches exécutées	1 résultat intermédiaire atteints	

IV Suivi des risques

Le niveau des risques est évalué sur une échelle de 0 à 5, du niveau le plus faible au niveau le plus élevé. Le niveau 0 correspond à la certitude que l'évènement ne se réalisera pas. Le niveau 5 traduit la certitude que l'évènement va se réaliser. En d'autres termes

lorsque le niveau du risque est de 0 la probabilité que l'évènement redouté se produise est nulle et lorsque le niveau du risque est évalué à 5 cela signifie que la probabilité que l'évènement redouté se réalise est de 1.

Risques	Niveau de référence	Niveau au T1	Niveau au T2	Niveau au T3	Niveau au T4	Mesures de mitigation	Niveau d'impact
Retard dans le démarrage et la mise en œuvre du programme	4	4				L'accélération des démarches pour le décaissement du financement de la BADEA et du fonds de contrepartie de l'Etat	Le programme ne pourra mettre en œuvre l'intégralité des activités du PTA 2022
Faible coordination des activités de partenaires de mise en œuvre	1	1				Le programme renforcera le suivi des activités des partenaires de mise en œuvre	Retards dans la réalisation des activités
Faible engagement des structures gouvernementales	1	1				L'élaboration d'un mécanisme de gestion DIM-NIM pour renforcer l'engagement des structures gouvernementales.	Faible appropriation du programme par la partie nationale
Faible implication des bénéficiaires directs et des populations de base	1	1				Des sensibilisations sont faites au niveau des différentes localités bénéficiaires lors des missions sur le terrain.	Faible appropriation du programme par les bénéficiaires directs et les populations à la base
Détournement des ressources du programme	1	1				L'exécution du programme par le PNUD en DIM avec des mécanisme de suivi contrôle supervisé par le Siège	Détérioration de la réputation du programme et du PNUD
Insécurité et enlèvement des conflits transfrontaliers	2	2				Le respect des normes de sécurité des Nations Unies	Inaccessibilité des zones de conflits comme le Lac. Mais actuellement la zone d'intervention (la Tandjilé) n'est pas affectée

Crise économique, sociale, sanitaire ou politique ou autre choc exogène, risque d'instabilité liée à la transition	4	4				Repositionnement stratégique et adaptation aux priorités de la transition pour accélérer la mobilisation des ressources et la mise en œuvre de façon à renforcer la résilience économique des populations.	Le ralentissement des activités du programme sur le terrain.
Impact potentiel du changement climatique (CC) sur les résultats du programme	2	2				Le projet promeut les énergies renouvelables et le modèle d'aménagement en maîtrise totale d'eau, ce qui permet de limiter l'impact du CC sur les résultats.	Arrêt des activités de production agro-sylvo pastorale
Effondrement d'infrastructures	2	2				Les ITB pour les constructions des infrastructures sont soumis à la validation ex-ante pour s'assurer de la qualité et garantir la compétitivité du processus de passation de marchés. Les cabinets de contrôle assurent le suivi de la qualité des constructions.	La perte de ressources qui affectera l'efficacité du programme et sa réputation

V Apprentissage et principaux enseignements

De la complexité de la mise en œuvre des crédits au profit des groupes productifs

Le processus de mise en place des crédits au profit des groupes productifs de la Tandjilé a démarré en octobre 2021 avec l'identification des potentiels bénéficiaires. Après six mois de laborieuses préparations avec les partenaires de mise en œuvre, les crédits ne sont toujours pas mis en place malgré quelques avancées. Cela révèle la complexité de cette activité et la nécessité d'une stratégie bien élaborée impliquant les principaux acteurs notamment les PST et PSF.

La nécessité d'adapter constamment les infrastructures aux besoins des populations

L'opérationnalisation du marché rural de Donomanga a révélée l'inadéquation de certains ouvrages avec les besoins prioritaires des populations. En effet, le véritable besoin constaté les jours de marchés est celui des hangars. Les boutiques sont moins sollicitées sur ce marché rural hebdomadaire.



VI Difficultés rencontrées

- **Les contraintes financières :**

C'est la principale difficulté rencontrée par l'UGP pour la mise en œuvre des activités et qui a fait l'objet de la retraite. La mise en œuvre effective de la feuille de route élaborée à cette occasion pourrait aider à sortir de cette situation.

- **Le retard dans la finalisation des marchés de Béré et Donomanga :**

L'UGP continue de rencontrer des difficultés pour la finalisation des marchés ruraux de Béré et de Donomanga à cause de l'incapacité financière de l'entreprise BATAMA qui n'arrive pas à honorer ses engagements contractuels. Les nombreuses missions et rencontres organisées n'ont pas encore permis de trouver une solution idoine.

VII Les défis

Les défis majeurs à relever sont :

- 1. Le décaissement des fonds de la BADEA**

Le défi majeur du programme est de finaliser les activités en cours et de les justifier pour décaisser les fonds de la BADEA

- 2. L'accompagnement des bénéficiaires des crédits**

La réussite de l'activité de financement des groupes productifs dépend du suivi et de l'accompagnement des bénéficiaires dans le développement de leurs activités.

VIII Perspectives du 2^{ème} Trimestre 2022

Les priorités du deuxième trimestre sont :

- La mise en place effective des crédits au profit des groupes productifs et professionnels de la Tandjilé ;
- La sensibilisation des ménages en éducation entrepreneuriale et financière au niveau des différents cantons de la Tandjilé ;
- La relation des activités de suivi des bénéficiaires par les ONG partenaires ;
- L'organisation du comité national de suivi technique et du comité de pilotage pour la validation du rapport annuel 2021 et le plan de travail annuel 2022 ;
- Suivi du décaissement des ressources de la BADEA ;
- Suivi des échanges en cours avec la BID et Southbridge Group.

IX Conclusions et recommandations

De manière générale, la mise en œuvre du PTA 2022 a démarré très timidement en ce premier trimestre du fait de l'insuffisance de ressources financières disponibles. Il faut donc espérer qu'un décaissement des fonds de la BADEA soit effectué au deuxième trimestre pour accélérer la mise en œuvre des activités. A moyen terme, la mise en œuvre effective de la feuille de route issue de la retraite devrait contribuer à l'accélération de la mise en œuvre de cet ambitieux programme.

Les difficultés persistantes rencontrées avec les partenaires de mise en œuvre notamment les entreprises suggèrent d'organiser un atelier de capitalisation avec les bureaux de contrôle pour tirer toutes les leçons et corriger les manquements constatés dans la conception des infrastructures réalisées.

Pour chacune des activités à venir, l'UGP gagnerait à travailler avec le CNST pour approfondir les stratégies d'exécution et les mécanismes de contrôle. L'expérience des activités de financement des groupes productifs rappelle avec acuité cette exigence.

X Références

PTA 2022 (Janvier 2022). Plan de Travail Annuel du PADLFIT;

Rapport de mission, (mars 2022): Mission de suivi des marchés ruraux construits dans la province de la Tandjilé;

Rapport de mission, (mars 2022): Mission de réception définitive des marchés ruraux de Laï et de Kélo.

Rapport de retraite, (février 2022): Retraite de travail en vue de l'élaboration d'une feuille de route pour la redynamisation du PADLFIT